Envers et dessous du « miracle » agricole brésilien

Laurent Delcourt

Une étude du Centre tricontinental
www.cetri.be

Introduction 3
Exacerbation et reconfiguration des conflits dans le monde rural 6
Un mythe qui a la vie dure 8
Conséquences sociales d'un monde en mutation 11
Un impact limité sur l'environnement ? 14
Un antidote à la faim ? 18
La réforme agraire : un combat d'arrière-garde ? 20
Bibliographie 25

Auteur : Laurent Delcourt (delcourt@cetri.be), historien et sociologue,
chargé d'étude au CETRI – Centre tricontinental

Introduction

Réactivant les peurs malthusiennes d'une pénurie de nourriture face à une démographie galopante, l'envolée soudaine des prix agroalimentaires en 2007-2008, à l'origine d'une vague d'émeutes dites de la faim dans plusieurs pays du Sud, a poussé la communauté internationale (organismes internationaux et gouvernements) à remettre la problématique agricole, longtemps délaissée au profit d'autres options, au centre de ses préoccupations et stratégies de développement.

Comment nourrir l'humanité d'ici 2050 lorsque celle-ci aura atteint son pic démographique ? Quel modèle agricole privilégier pour augmenter l'offre alimentaire ? Comment améliorer production et productivité pour assurer la sécurité alimentaire des populations du Sud sans accroître démesurément la pression sur les ressources et des écosystèmes fragiles ? Telles sont quelques-unes des questions qui agitent aujourd'hui les arènes politiques nationales et internationales, de plus en plus partagées sur la voie à suivre pour répondre à ce qui sera sans nul doute l'un des grands défis de ce siècle : « *nourrir l'humanité tout en limitant les effets prédateurs des activités agricoles sur l'environnement* » (Borras et al., 2011).

Résolument engagé lui aussi dans le débat [1], *The Economist* prétend avoir trouvé « la » réponse à cette difficile équation. Dans un article au titre évocateur et aux accents prométhéens, « *How to Feed the World. The Brazil Agriculture Miracle* » (2010), il invite sans ambages les pays en développement à se tourner vers le Brésil et à s'inspirer de son « modèle agricole » pour dynamiser leur économie rurale, surmonter leur déficit de productivité et de rendement (« *yield gap* ») et renforcer ainsi leur propre capacité alimentaire. Après tout, le Brésil, autrefois importateur net de nourriture, n'est-il pas parvenu en l'espace de quatre décennies à se hisser dans le peloton de tête des grands producteurs et exportateurs agricoles, juste derrière les États-Unis et l'Union européenne ? Alors que son économie agraire, traditionnellement mono-exportatrice, s'est longtemps caractérisée par des modes d'exploitation rudimentaires et des rendements faibles, n'est-il pas aujourd'hui devenu

leader mondial des exportations de viande rouge, de volaille, de sucre, de café, de jus d'orange, le deuxième exportateur de grains, farine et huile de soja, le troisième exportateur de maïs et le quatrième exportateur de coton et de viande de porc… (*tableau 1*).

Recettes de cette transition « réussie » ? La conversion technologique des exploitations rendue possible grâce à l'émergence d'un complexe agroscientifique aujourd'hui à la pointe ; l'encouragement à l'initiative privée ; le volontarisme et l'esprit entrepreneurial des grands producteurs agricoles ; la multiplication de vastes fermes fortement intensives en capitaux et étroitement connectées à l'industrie ; et surtout, l'adhésion sans faille du pays au libre-échange, son ouverture au commerce mondial, aux investissements et à la concurrence.

« *Au lieu d'essayer de protéger ses fermiers de la concurrence internationale – comme le faisaient la plupart des pays du monde* – [le Brésil] *s'est ouvert au commerce international et a laissé ses fermes les moins efficientes dépérir* » se réjouit ainsi *The Economist*. Et, dithyrambique, de multiplier, dans un deuxième article (*The Miracle of Cerrado*, 2010), les exemples « remarquables » du pouvoir fécondant de ces stratégies dans le Piauí, « *microcosme des transformations en cours* » : ferme à Jatóba, exploitant des champs de soja, maïs et coton sur près de 24 000 hectares, soit près de « *200 fois la taille moyenne d'une ferme dans l'Iowa* » et dotée des moyens de production les plus modernes, croissance exponentielle des rendements sur des sols autrefois pauvres grâce à l'usage massif de nouveaux intrants chimiques, ou encore utilisation de races améliorées et diffusion d'une herbe africaine permettant d'expliquer la multiplication par dix en à peine une décennie des exportations de bœuf brésilien.

Bien sûr, l'enthousiasme de l'influent et libéral hebdomadaire britannique ne s'arrête pas à l'exaltation de ces quelques « prouesses » ! « *Extraordinairement productif* », indique-t-il encore, le modèle agricole brésilien mériterait d'autant plus le « *respect* » que, tout en étant faiblement subsidié par les pouvoirs publics, il n'aurait qu'un impact très limité sur l'environnement et le rythme de la déforestation en Amazonie *(sic)*.

Balayant les arguments des « agropessismistes » et les solutions proposées par les promoteurs d'une agriculture biologique et à taille humaine, jugées complètement illusoires et irréalistes, le verdict de *The Economist* est sans appel : « *Le Brésil représente une alternative claire à ceux qui croient que, en matière de production agricole,* small and organic are beautifull » (26 août 2010). En clair, le dynamisme et les performances agricoles du Brésil démontreraient la supériorité des grandes exploitations industrielles et commerciales sur l'agriculture paysanne, considérée comme inefficace, associée à un « passe-temps » (*hobby*) ou envisagée comme un reliquat du passé, une activité, dans tous les cas, appelée à se réformer et à s'intégrer au plus vite aux nouveaux complexes agro-industriels, sous peine de disparaître.

Opposant systématiquement le dynamisme de l'agriculture industrielle à l'atonie de l'agriculture paysanne, le propos de l'hebdomadaire est en réalité fort peu original. S'alignant sur le point de vue de l'élite agraire brésilienne, convertie récemment aux modes de gestion et de production propres à l'agrobusiness, l'article aurait pu sortir de la plume de la sénatrice Katia Abreu, égérie des « ruralistes » et infatigable éditorialiste[2]. À lire en effet ses tribunes publiées régulièrement par *A Folha de São Paulo, O Correo de São Paulo, Glogo et O Correo brasiliense*[3], quotidiens influents traditionnellement proches des lobbies de l'agrobusiness, la mutation en cours serait bien le signe que l'agriculture brésilienne a enfin dépassé ses principales contradictions et faiblesses historiques. Le pli de la « modernisation » — entendu comme l'émergence d'une agriculture capitaliste étroitement connectée aux marchés nationaux et internationaux — serait définitivement pris[4], si bien que la question agraire elle-même n'aurait plus aucune raison d'être dans ce contexte changeant.

L'émergence d'une agriculture moderne, efficace et hautement productive, le boom et la diversification des exportations, l'essor simultané d'une industrie agroalimentaire performante, et leur impact sur la dynamisation de la croissance rendraient en effet obsolètes les sempiternels débats sur l'inégale répartition des terres, conçue par le passé comme le principal obstacle au développement national. Et, Katia Abreu de marteler que dans un pays où désormais plus de 80 % de la

population vit en ville et où les services et l'industrie ont actuellement un poids plus important que l'agriculture dans la structure du PIB, les luttes pour la réforme agraire ne seraient guère plus qu'un combat d'arrière-garde, les mouvements paysans une nébuleuse obscurantiste rétive à toute forme de modernité. Un sentiment partagé — du moins en partie —, en cette longue période d'euphorie économique que connaît le Brésil, par les élites politiques, y compris au sein du Parti des travailleurs (PT) traditionnellement proche des mouvements paysans, et dans les rangs de ses alliés les plus évidents au gouvernement (PCdoB, PTD, PSB).

Tableau 1 Résultats agricoles du Brésil (2010) *Source:Théry, 2012*

	Production (tonnes)	Rang	Part du total mondial (%)
Sisal	235 759	1	67
Maté	425 641	1	56
Canne à sucre	719 157 000	1	43
Noix du Brésil	37 467	2	41
Café vert	2 874 310	1	34
Oranges	19 112 300	1	28
Soja	68 518 700	2	26
Papayes	1 871 300	2	17
Haricots secs	3 202 150	2	14
Poivre	50 086	4	13
Feuille de tabac	780 942	2	11
Ananas	2 120 030	2	11
Bananes	6 978 310	5	7
Maïs	56 060 400	3	7
Fèves de cacao	233 348	6	6
Noix de coco	2 705 860	4	4
Caoutchouc naturel	221 829	8	2

1. *The Economist* a notamment pris l'initiative d'organiser à Genève en février 2012 une conférence centrée sur la problématique de l'alimentation et de l'agriculture, intitulée « *How to Feed the Word. The 9-Billions Question* ». S'y sont succédé à la tribune les directeurs généraux de la FAO et de l'OMC, José Graziano da Silva et Pascal Lamy, quelques personnalités du monde politique et surtout — majoritaires — plusieurs représentants de transnationales de l'agrobusiness (Cargill, Nestlé, Dupont, Monsato, Mars Inc.). Sponsorisée par divers acteurs privés liés de près ou de loin à l'agro-industrie, cette conférence n'était pas sans rappeler la grand-messe idéologique de Davos. Se concevant comme un espace de réflexion et de discussion dédié à la recherche de « solutions communes » au problème de la faim, une seconde édition a été organisée début 2013 (Delcourt, 2012).

2. Ex-députée PFL (Partido do frente liberal, aujourd'hui DEM – Democratas) et chef de file de la bancada ruralista au Congrès, le groupe parlementaire de défense des grands propriétaires terriens, Katia Abreu est actuellement sénatrice PSD de l'État du Tocantins, où elle possède de vastes propriétés agricoles, et présidente de la CNA (Confederação da Agricultura e Pecuária do Brasil), le puissant syndicat des ruralistes brésiliens. Sous cette double casquette, elle s'est vigoureusement opposée aux différents projets d'installation de l'INCRA (Institut national pour la colonisation et la réforme agraire), aux diverses réformes sociales des gouvernements Lula/Dilma, à la délimitation des zones indigènes ou encore aux initiatives de discrimination positive pour les populations indigènes et afro-brésiliennes. Partisane de l'utilisation massive d'OGM dans le pays et d'une intensification des modes de production industriels, elle a également été la principale promotrice de la réforme du code forestier (cf. infra).

3. Les tribunes publiées dans la presse par Katia Abreu sont consultables sur son site. **www.senadorakatiaabreu.com.br**.

4. L'opposition « moderne/non moderne » est une figure somme toute classique du langage et du débat politiques brésiliens. Dotée d'une forte charge idéologique, elle sert surtout depuis plus d'un siècle à qualifier ou à disqualifier, à stigmatiser ou au contraire à légitimer. D'où son pouvoir heuristique à peu près nul pour rendre compte des complexes mutations du monde rural brésilien. Sauer et Leite font d'ailleurs remarquer qu'au XIXe siècle, les barons du sucre et du café prétendaient déjà être à la pointe de la modernité, manière de justifier à l'époque leur hégémonie politique (2012).

Exacerbation et reconfiguration des conflits dans le monde rural

Pour autant, il est une réalité que ces discours « situés » et saturés idéologiquement ont bien du mal à occulter : la permanence, sinon l'exacerbation des conflits dans le monde rural brésilien. Selon la Commission pastorale de la terre (CPT), le climat de violence n'a cessé de se radicaliser dans les campagnes brésiliennes. Dans son dernier rapport annuel (2012), elle recense pas moins de 1 363 cas de conflits liés à la terre en 2011, soit une hausse de 21 % par rapport à 2010. Tendance, précise-t-elle, qui va de pair avec l'augmentation des victimes de ces conflits. Le nombre de familles expulsées de terres occupées (*acampamentos*) aurait ainsi augmenté de 75 % et près de 15 000 ménages, soit plus de 50 % par rapport à l'année précédente, auraient directement été menacés.

Comme le notent encore les auteurs du rapport, ces conflits tendent également à changer de nature, de théâtre et de protagonistes à mesure que s'accélère la « modernisation » du monde rural brésilien. Se concentrant majoritairement le long du nouveau front pionnier, davantage qu'autrefois, ils mettent les populations rurales, les communautés indigènes et quilombolas[5], mais aussi des défenseurs de l'environnement — de plus en plus nombreux à tomber sous les balles des *pistoleiros*[6] — aux prises non plus tant avec le vieux système latifundiaire ou les autorités publiques qu'avec de puissants intérêts privés à la fois nationaux et internationaux : entreprises minières, forestières et de construction publique, opérateurs financiers et, surtout, vastes exploitations agro-industrielles et transnationales de l'agrobusiness (*ibid.*).

Tendant en effet progressivement à se substituer à la traditionnelle figure du propriétaire terrien absentéiste (le « latifundiste »), ces firmes s'étendent actuellement sur le territoire des grands domaines et ouvrent de nouveaux fronts pionniers, parfois même au-delà des frontières nationales (au Paraguay et en Bolivie), louent ou rachètent les terres de petites exploitations, et jouent donc désormais un rôle moteur dans le mouvement historique d'appropriation privative de l'espace qu'elles convertissent à

leurs besoins et à ceux du marché international. Remodelant le monde rural et les rapports sociaux qui s'y nouent, leur croissante expansion engendre ainsi des conflits d'un type nouveau au Brésil. Conflits localisés pour l'accès matériel à la terre et aux ressources bien entendu, mais conflits qui se jouent aussi sur le terrain immatériel et symbolique du discours et des idées.

Selon Bernardo Mançano Fernandez (2008), ces conflits s'inscriraient en effet de plus en plus souvent dans l'opposition entre deux visions radicalement différentes du développement agricole, deux modèles de production aux antipodes l'un de l'autre : l'un, promu par l'agrobusiness, le gouvernement, les médias, le secteur financier, ainsi que par une nuée d'experts, mobilisant le langage du marché, de la productivité, des économies d'échelle, du libre-échange et celui de l'efficacité industrielle et technologique comme le meilleur sinon le seul moyen de dynamiser l'économie rurale et venir à bout de la faim. L'autre, défendu par les mouvements paysans et leurs alliés, lesquels non seulement dénoncent le caractère socialement excluant et écologiquement destructeur de l'agriculture productiviste, mais invitent aussi à penser et à mettre en œuvre un modèle d'agriculture diversifiée, basé sur de petites exploitations familiales intensives en main-d'œuvre, des pratiques agroécologiques et l'utilisation raisonnée des sols, bien plus à même selon eux de garantir l'emploi rural, des revenus élevés dans les campagnes et de préserver finalement souveraineté alimentaire et écosystèmes locaux (2008 ; 2010).

Ces « nouveaux conflits territoriaux », très caractéristiques du processus en cours de « mondialisation de la question agraire » et d'émergence, à l'échelle internationale, d'un régime agroalimentaire dominé par les grandes firmes de l'agrobusiness[7], invitent à lever le voile sur l'envers et les dessous du « miracle agricole brésilien ». Les gains de productivité, la hausse vertigineuse des exportations agricoles et le dynamisme économique que connaît actuellement le Brésil ne peuvent en effet occulter le passif cette révolution agraire, à savoir une facture exorbitante sur le plan social, environnemental et sociétal. Autant d'effets pervers, minimisés par *The Economist*, Katia Abreu et le gouvernement brésilien lui-même, d'une réussite « en trompe-l'œil » qui relativise fortement l'option productiviste et la pertinence du modèle agricole brésilien pour relever le défi de la faim. Mais, avant d'aborder cette autre réalité, il importe tout d'abord de déconstruire un mythe qui a la vie dure : celui qui attribue les transformations de l'agriculture brésilienne au marché, à la libre entreprise, au rôle pionnier ou encore au volontarisme des entrepreneurs privés.

5. Durant la période coloniale, les quilombos désignaient au Brésil des communautés rassemblant pour l'essentiel des esclaves en fuite. Plusieurs centaines de ces communautés ont échappé aux expéditions montées contre elles et ont subsisté jusqu'à nos jours. Leur existence légale est reconnue depuis peu par le gouvernement national.

6. La CPT révèle qu'entre janvier et décembre 2012, 12 personnes ont été assassinées dans les campagnes, s'agissant pour l'essentiel de défenseurs de l'environnement. Si le nombre d'assassinats a diminué par rapport aux années précédentes, baisse qui s'explique surtout par une plus grande médiatisation nationale et internationale de certains cas et un meilleur fonctionnement de la justice brésilienne, en revanche, les menaces de mort ont connu une forte hausse, passant de 125 en 2010 à 347 en 2011 (cf. **www.cptnacional.org.br**).

7. Sur ce thème, cf. également Rosset, Martínez-Torres (2012).

Un mythe qui a la vie dure

On l'a vu, *The Economist* sacrifie la justesse de l'analyse à ses présupposés idéologiques[8], en exaltant les vertus du marché et de l'initiative privée et en minimisant *a contrario* le rôle des pouvoirs publics. Or, quiconque connaît un tant soit peu la trajectoire agricole récente du Brésil, sait que l'État a été le principal acteur, sinon le moteur de cette « modernisation/industrialisation » du monde rural brésilien qui verra s'affirmer la mainmise de l'agrobusiness sur l'agriculture. Comme le notent en effet Heredia et al., « *on ne peut parler de l'agrobusiness sans penser à l'État et aux politiques publiques qui non seulement l'ont rendu viable, mais ont aussi permis son expansion. Au début, cette présence s'est traduite par la mise en œuvre de politiques foncières, mais s'est manifestée ensuite par une politique d'innovation technologique et de recherche, de "recréation des sols" comme certains auteurs l'appellent, visant à corriger leur niveau d'acidité dans les zones de savane (areas de cerrados), ou encore par l'amélioration génétique des semences, la création d'infrastructures locales, etc.* » (2012).

À l'origine de la « révolution agraire » brésilienne, un régime militaire en quête de croissance, d'autonomie alimentaire et de légitimité. Plus précisément, c'est le fort peu libéral — y compris sur le plan économique — gouvernement du général Médici (1969-1974) qui mettra en œuvre les premières politiques ambitieuses de modernisation de l'agriculture. Aussi, stimulera-t-il la « colonisation » du Centre-Ouest et du Nord amazonien, par le biais d'une généreuse politique d'attribution de terres publiques aux gros producteurs du Sud, à des entreprises privées ou à divers partisans du régime[9]; initiera-t-il de grands travaux publics dans ces régions en soutien aux producteurs et à l'industrie; multipliera-t-il incitations financières et subsides publics à la mécanisation des exploitations et à l'industrialisation des techniques de production; ou encore créera-t-il un centre de recherche agronomique des plus performants doté d'importants moyens publics, l'Embrapa (*Empresa brasileira de pesquisa agropecuária*). Soucieux de garantir l'indépendance énergétique du pays, c'est lui aussi

qui lancera le programme *ProÁlcool*, acte de naissance de l'industrie des agrocarburants, appelée à faire fortune dès les années 2000 (Umbelino de Oliveira, 2011).

En dépit du tournant libéral amorcé au début des années 1990, et d'une courte et relative éclipse de l'État sous le gouvernement de Cardosso (1995-2002)[10], l'appui public aux secteurs industriels agro-exportateurs ne s'est jamais relâché depuis. Au contraire ! Au grand dam des mouvements paysans et des secteurs les plus progressistes du PT, il va être renforcé avec l'arrivée au pouvoir de Lula en 2003, lequel va renouer avec les programmes d'aide aux secteurs agroexportateurs et déployer une diplomatie d'influence et une politique commerciale très favorables à ces derniers, sacrifiant dans le même temps la réforme agraire sur l'hôtel de la croissance.

Certes, les subventions publiques directes à l'agriculture brésilienne sont en apparence bien moindres par rapport à celles accordées par l'Europe et les États-Unis à leurs agriculteurs (respectivement 5,7 %, 26 % et 29 % du revenu agricole totale d'après *The Economist*). Mais ces données sur lesquelles le journal appuie son argumentaire ne doivent pas faire illusion. Presque invisible, le soutien de l'État à l'agriculture passe aujourd'hui moins par des soutiens directs aux producteurs que par de fréquentes renégociations, sinon d'intempestives annulations, des dettes colossales contractées par les secteurs agroexportateurs au cours des trente-quarante dernières années pour assurer leur conversion technologique et se conformer aux standards du marché international ; une plus forte participation de la BNDES (*Banco nacional de desenvolvimento econômico e social*) dans la dynamisation du secteur ; des allègements fiscaux de nature diverse ; la multiplication des travaux d'infrastructure (renforcement du réseau routier, fluvial, portuaire, construction de barrages, etc.) dans le cadre d'ambitieux partenariats publics-privés ; et des interventions financières, souvent très conséquentes, des États fédérés, en concurrence l'un avec l'autre, pour doper la compétitivité de

Vers une « reprimarisation » de l'économie brésilienne ?

Dans son dernier rapport, *Cambio estructural para la igualdad. Una visión integrada del desarollo*, la Cepal (*Comisión Económica para América Latina y el Caribe*) affirme que l'amélioration actuelle des termes de l'échange constitue pour les pays riches en ressources naturelles une aubaine inespérée pour amorcer un changement structurel global, à la condition que ces mêmes pays réorientent les revenus issus de l'exploitation et du commerce de ces ressources vers les secteurs les plus dynamiques de leur économie, ceux à croissance élevée et les plus créateurs d'emplois. Les politiques de développement privilégiées par les gouvernements Lula et Dilma se sont inscrites exactement dans ce schéma. Le renforcement des secteurs agroexportateurs n'est pas vu au Brésil comme une fin en soi, mais comme le moyen de tirer profit de l'augmentation du prix des matières premières agricoles et de la croissance des exportations pour accroître les revenus de l'État, élargir son champ d'action socio-économique et dynamiser les secteurs économiquement les plus porteurs, via notamment le développement de l'infrastructure et le renforcement des politiques industrielles. Certes, cette stratégie de développement s'est bien traduite par une diminution de la pauvreté, une augmentation de l'emploi et une meilleure capacité de résistance du pays aux chocs économiques, mais elle ne semble pas avoir débouché sur une plus grande diversification productive et, moins encore, un changement structurel économique d'envergure, ni modifié sa position dans la configuration internationale des échanges. Au contraire, de plus en plus dépendant du marché international, confiné dans son rôle historique de producteur privilégié de matières premières (à destination surtout de l'Asie et de l'Europe), submergé désormais par les importations industrielles chinoises, le Brésil court aujourd'hui le risque de voir son économie se « reprimariser », comme semblent l'indiquer certaines tendances, et de se retrouver à plus long terme dans un rapport économique des plus défavorables (Costantino, 2013).

leurs secteurs agro-industriels (Sauer, Leite, 2012 ; Heredia et al., 2012). De fait, si le marché international est aujourd'hui bel et bien la principale force qui modèle et remodèle l'espace rural brésilien, l'« *action de l'État… fixe encore largement le rythme et le style* » (Théry, 2012) de ces transformations.

Assurément, sans cet appui de l'État, qui engloutit d'importantes ressources publiques, le « bilan économique » des secteurs agroexportateurs et agro-industriels serait bien moins flatteur[11]. Mais là n'est pas l'essentiel ! S'il est vrai que le boom des exportations au cours des dix dernières années a participé à la réduction de l'endettement du Brésil auprès de ses bailleurs externes, dans un contexte marqué par l'envolée du prix des matières premières agricoles, les politiques agraires et commerciales, offensives et extraverties, amorcées par les militaires et poursuivies par les gouvernements Lula/Rousseff, ne sont pas sans entraîner de lourdes conséquences sur le devenir de l'agriculture, sinon sur l'avenir socio-économique du pays. Non seulement, elles entretiennent et même accentuent la dépendance de l'agriculture brésilienne aux grandes firmes de l'agrobusiness, et l'économie dans son ensemble au marché international (*encadré page 9*), mais elles tendent également à renforcer les dynamiques historiques de différenciation et de polarisation sociales dans le monde rural.

8. Sur la ligne idéologique de l'hebdomadaire, cf. Zevin (2012).

9 Simultanément, des terres en Amazonie vont être allouées à des paysans sans terre du Nordeste dans le cadre du Statut de la terre, première ébauche de réforme agraire au Brésil. Le slogan « *terras sem homen para homens sem terra* » (« des terres sans homme pour des hommes sans terre ») résume cependant bien la véritable finalité de cette campagne de distribution. L'attribution de ces terres dans ces espaces isolés et éloignés des flux économiques permettait surtout d'éviter le coût politique des expropriations. En quelque sorte, il s'agissait, comme l'indique bien Larrouqué, d'une réforme agraire « contournée » (2010).

10. Sous Cardosso, le soutien de l'État au secteur agricole va passer par la mobilisation d'instruments plus en phase avec le climat libéral de l'époque, dont notamment la politique monétaire. Ainsi, la dévaluation du réal en 1999 aura pour objectif de relancer les exportations, au plus grand bénéfice des secteurs agroexportateurs. Contribuant à leur renforcement, ces politiques auront aussi pour conséquence la plus forte expansion de la frontière agricole enregistrée à ce jour dans le pays (Sauer, Leite, 2012).

11. Stédile estime ainsi que pour produire une valeur équivalant à 90 milliards de *reais*, ces secteurs ont dû emprunter quelque 85 milliards de reais à la Banque du Brésil (2010). Hiba El Dahr note de son côté que le plan de soutien aux producteurs annoncé le 12 janvier 2012 par le gouvernement brésilien lui aurait coûté près de 440 millions d'euros, essentiellement en restructuration de dettes. Réductions et annulations de créances qui ne sont pas ou peu prises en compte dans les calculs par l'OCDE des aides de l'agriculture (2012).

Conséquences sociales d'un monde agricole en mutation

Les inégalités sociales et foncières qui façonnent et divisent le monde rural brésilien sont loin d'être un mythe. Le pays affiche, juste après le Paraguay, le pire niveau de concentration foncière en Amérique du Sud. Ainsi, les propriétés de moins de 10 hectares, soit près de 33,7 % de l'ensemble des établissements ruraux, n'occupent que 1,4 % des terres, tandis qu'à l'autre bout du spectre, celles de plus de 2 000 hectares (0,8 % des exploitations) détiennent ensemble près de 42,5 % des surfaces agricoles utiles, soit près de 242 millions d'hectares sur 571 millions d'hectares au total (tableau 2). Le second PRNA (Plan national de réforme agraire), élaboré en 2003, précise en outre que près de trois millions d'établissements n'occupent pas une surface suffisante pour assurer les besoins familiaux ou garantir une qualité de vie minimum. Que dire enfin des quelque 3,1 millions de familles de sans-terre que comptait en 1997 (date du dernier recensement) le Brésil, pays possédant encore des dizaines de milliers de km^2 de terres disponibles ou sous-exploitées (Sauer, Leite, 2012).

S'il faut bien bien sûr chercher dans l'histoire coloniale du pays l'origine de ces énormes disparités, il n'en demeure pas moins que ces inégalités foncières se sont considérablement aggravées tout au long du XXe siècle et, en particulier, depuis les années 1970, avec l'ouverture par les militaires de la marche colonisatrice vers le centre-ouest et le Nord amazonien, confirmant ainsi la tendance « paradoxale » qui a toujours caractérisé l'histoire agraire brésilienne : l'incorporation de nouveaux territoires à l'espace économique national, loin d'avoir élargi les opportunités d'accès à la terre, a renforcé sinon accéléré les dynamiques de concentration foncière et de différenciation du monde rural (Fenandes, 2010). Tendance qui semble se poursuivre du reste aujourd'hui, en l'absence d'une politique de réforme agraire ambitieuse et radicale[12] : l'indice de Gini est ainsi passé de 0,855 à 0,872 entre 1995 et 2006, alors que parallèlement les surfaces mises en culture ont augmenté de près de 30 % depuis 1996 (Sauer, Leite, 2012).

Tableau 2 La structure foncière au Brésil (2009)

Source : Diesse/Ministério do Desenvolvimento Agrário, 2011

Taille(s) (ha)	Propriétés foncières		Surface totale		Surface moyenne (en ha)
	Nombre	En %	En ha	En %	
Jusqu'à 10	1 744 540	33,7	8 215 337	1,4	4,7
10 à 25	1 316 237	25,4	21 345 232	3,7	16,2
25 à 50	814 138	15,7	28 563 707	5,0	35,1
50 à 100	578 783	11,2	40 096 597	7,0	69,3
100 à 500	563 346	10,9	116 156 530	20,3	206,2
500 à 1 000	85 305	1,6	59 299 370	10,4	695,1
1 000 à 2 000	40 046	0,8	55 269 002	9,7	1 380,1
Plus de 2 000	39 250	0,8	242 795 145	42,5	6 185,9
Total	**5 181 645**	**100**	**571 740 919**	**100**	**110,3**

Particulièrement concernés, les deux États du Mato Grosso, le Pará, le nord du Tocantins, du Piauí, de la Bahia, du Maranhão et de Goias, ainsi que le vaste arrière-pays « sucro-énergétique » pauliste. Que ces régions affichent aujourd'hui les niveaux de concentration foncière les plus élevés — et concentrent aussi la plupart des conflits terriens — n'est évidemment pas sans liens avec l'expansion des grandes monocultures et l'essor de l'agrobusiness auquel elles sont étroitement associées.

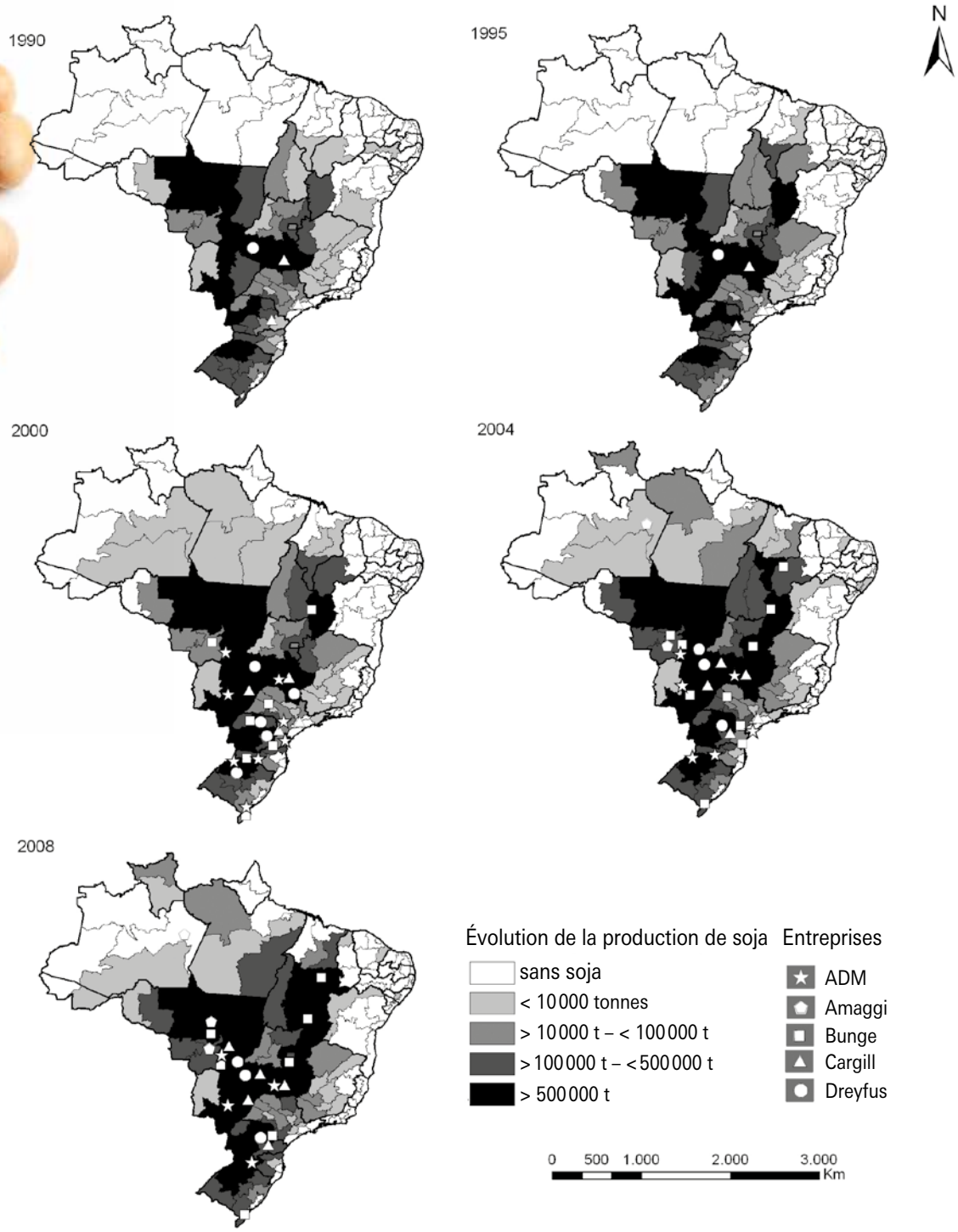
Notons-le ici, l'apparente diversité de l'agriculture brésilienne ne doit pas faire illusion. Au cours de ces trente ou quarante dernières années, le recul de la frontière et la conversion massive de terre se sont principalement réalisés au profit d'un nombre très limité de producteurs et de productions (tableau 1). La production de soja notamment, culture emblématique de la « révolution agraire » brésilienne, est ainsi passée de 15-20 millions de tonnes à plus de 80 millions de tonnes en l'espace d'une vingtaine d'années (82 Mt plus exactement pour l'année 2012-2013, ce qui fera du Brésil le premier producteur mondial), tandis que les surfaces plantées en soja se sont étendues de 250 000 hectares au début des années 1960 à plus de 24,7 millions d'hectares en 2010-2011 (soit près de la moitié des superficies plantées en grains), auxquels vont probablement s'ajouter d'ici la fin de l'année 2013 près de trois millions d'hectares supplémentaires (Ministério da Agricultura, Pecuária e Abastecimento, 2011 ; Sauer, Leite, 2012, *Les Échos*, 2013). Bon révélateur des mutations en cours, la filière du soja est aussi l'une des plus concentrées, tant en amont qu'en aval de la chaîne de valeur. Un constat qui peut également être fait pour les filières du sucre, du maïs, du jus d'orange et des produits carnés (Sauer, Leite, 2012).

De fait, effet tout autant que cause de la « modernisation conservatrice » de l'agriculture, le boom des exportations et la dynamique de compétition qu'implique la croissante libéralisation du commerce et des investissements ont donné lieu à l'émergence et à la consolidation — avec l'appui de l'État, on l'a vu — de puissants complexes agro-industriels, aujourd'hui dominés par plusieurs milliers de grandes exploitations converties au mode de gestion et de production propre à l'agrobusiness, elles-mêmes dépendantes et étroitement articulées à une poignée de multinationales brésiliennes et étrangères[13].

Principales bénéficiaires du « miracle agraire » brésilien, ces firmes n'ont cessé ces dernières années d'étendre leur emprise sur l'agriculture et les différentes chaînes de production. Captant une part toujours plus importante de la valeur[14] et entretenant la dépendance des producteurs nationaux au marché international et aux intrants qu'elles contrôlent du reste étroitement, elles tendent désormais à prendre directement possession de la terre et prolongent ainsi les dynamiques historiques de concentration de la terre et d'homogénéisation de l'espace rural (Elias, 2012). Les cartes de la figure 1 suffisent à donner un aperçu de l'avancée des cultures d'exportation, en l'occurrence ici le soja, et de la progression simultanée des multinationales.

Figure 1 Évolution de la production de soja (en tonnes) et des implantations transnationales

Source : Heredia, Palmeira, Leite, 2010, p. 163



Naturellement, ces processus ne sont pas neutres socialement. Au Brésil, comme ailleurs en Amérique latine et comme par le passé, cette appropriation va généralement de pair avec la dépossession des dominés : petits exploitants familiaux bien peu outillés pour affronter cette nouvelle concurrence pour l'accès à la terre et aux ressources naturelles, parfois expulsés et contraints à l'exode vers les villes, rejetés aux marges ou invités à céder leur terre à bas prix, mais plus souvent encore obligés de vendre leur bras et d'accepter des conditions de travail et des salaires des plus précaires sur les grosses exploitations, alimentant ainsi un processus d'« incorporation adverse » qui relativise les bienfaits supposés (en termes de création d'emplois notamment) de l'expansion du modèle agro-industriel (Polet, 2010 ; Borras, 2011). Et ne parlons pas ici des menaces constantes et pressions croissantes que fait peser cette « modernisation conservatrice » sur les communautés agroforestières et indigènes, ni de l'impact désastreux sur les villes des bouleversements occasionnés par la croissante « dé-paysannisation » des campagnes, sachant qu'au Brésil les problèmes des secondes sont pour beaucoup dans ceux des premières (urbanisation chaotique, favelização, explosion des chiffres de la criminalité). Que dire enfin de la subsistance en zones rurales de formes d'exploitation du travail dignes du passé ?

« *Au Brésil, le vieux est dans le neuf* […]. *Et réciproquement, le nouveau est dans l'ancien […]. Bouture de l'avenir, mais sur le passé. Griserie de la vitesse, mais avec de bons freins* », faisait remarquer Roger Bastide en 1956. Sans doute, le constat vaut-il encore en partie aujourd'hui. En témoigne la permanence de formes d'esclavage rurales dans les régions soi-disant à la pointe du progrès, y compris dans de grandes exploitations agro-industrielles et agroforestières dites modernes, et que l'État n'a réellement commencé à combattre qu'à partir de 1995…[15] Mais le tableau idyllique que *The Economist* brosse du modèle agricole brésilien, au-delà de ses dramatiques conséquences sociales, s'assombrit encore davantage si l'on examine un peu plus en profondeur son impact sur les équilibres environnementaux.

12. Sur les politiques de réforme agraire des gouvernements successifs, voir Fernandes (2010) et Larrouqué (2010).

13. Parce que l'agrobusiness brésilien regroupe un ensemble de systèmes formellement distincts et articulent différents secteurs aux frontières mouvantes, il est difficile d'en définir le périmètre ou le territoire productif. Selon le MST, il engloberait quelque 300 000 fermes industrielles de plus de 200 hectares, dont 15 000 de plus de 2 500 hectares, détenant au total près de 95 millions d'hectares. Quant à l'essentiel des activités de commercialisation, fourniture d'intrants et commerce des marchandises, elles seraient assurées par vingt entreprises à peine, parmi lesquelles 14 sont des firmes multinationales, la plupart actives également dans les activités de transformation (Stédile, 2010). Parmi celles-ci, quatre grandes firmes étrangères, Bunge, Cargill, Louis Dreyfus et ADM, assureraient désormais à elles seules près de 7 % des exportations totales du pays, Monsanto et Syngenta contrôlant pour leur part l'essentiel du marché des intrants. Ces données indiquent bien l'emprise croissante des intérêts étrangers sur l'agriculture et les chaînes agroalimentaires et agroénergétiques brésiliennes (Delcourt, 2012).

14. Cinq filières (soja, sucre, viandes, maïs et lait) à peine assurent près de 68 % de la valeur totale de la production agricole, le soja et ses dérivés représentent pour leur part près de 38 % des exportations agricoles (El Dahr, 2012).

15. Étant donné la taille du pays et la faiblesse des moyens de contrôle, il est difficile d'évaluer le nombre de travailleurs concernés. Notons toutefois qu'entre 1990 et 2006, la CPT a enregistré des dénonciations concernant 133 656 travailleurs (Théry, 2012). Plusieurs entreprises ayant pignon sur rue, dont quelques transnationales, sont également soupçonnées d'employer de la main-d'œuvre servile. L'une d'elles, la française Louis Dreyfus, via sa filiale Louis Dreyfus Commodities, active dans la production et la commercialisation de soja et d'agrocarburant et possédant environ 340 000 hectares dans le pays, fait d'ailleurs toujours l'objet de poursuite pour sous-traitance illégale de la main-d'œuvre et non-respect du droit du travail, après avoir été contrainte de fermer 6 des 10 exploitations inspectées, dont une usine d'éthanol dans le Minas Gerais (*Le Monde*, 25 novembre 2009).

Un impact limité sur l'environnement ?

« *Le Brésil a su trouver un équilibre entre activités agricoles et préservation de l'environnement. Le pays est accusé de promouvoir une agriculture destructrice pour la forêt* […]. *Mais la révolution [agricole] des quarante dernières années a eu lieu dans le cerrado, à des milliers de kilomètres de là* » (*The Economist*, 2010). La chose est entendue. Puisque l'expansion des monocultures industrielles ne concernerait que cette région de savane, leur impact sur la déforestation et, plus largement, sur l'équilibre écologique du pays serait des plus anodins, presque indolore. C'est bien vite oublier que cette vaste zone de transition vers la forêt amazonienne constitue l'un des biotopes les plus importants de la planète, hébergeant 5 % de la biodiversité mondiale et près de 5000 espèces endémiques. Or, habituel parent pauvre des préoccupations environnementales, cette éco-région a d'ores et déjà perdu 49 % de son couvert naturel sous la pression notamment des activités d'élevage et des monocultures de soja (SOS Floresta, WWF, 2011).

Certes, comme le souligne *The Economist* et comme se fait fort de le répéter le gouvernement brésilien lui aussi, l'Amazonie est relativement épargnée par l'avancée des grandes cultures industrielles, où elles y sont d'ailleurs étroitement encadrées sinon prohibées. Mais c'est sans compter sur l'effet dit « ILUC » (*Indirect Land Use Change* ou « changement d'affectation des sols indirect ») que le débat sur les « agrocarburants » a bien mis en évidence (Polet, 2011). Autrement dit, la délocalisation de cultures ou d'activités sous la pression de facteurs endogènes et/ou exogènes (conversion massive des sols au profit d'une production donnée, modification de la demande internationale, etc.). Un phénomène qui quoique difficilement quantifiable est parfaitement identifiable au Brésil. Les monocultures de soja se substituant à d'autres cultures ou à d'autres activités plus anciennes (élevage, foresterie, agroforesterie, voire polycultures paysannes), elles tendent à repousser toujours plus loin ces dernières, lesquelles à leur tour font avancer le front pionnier. Effet en chaîne donc, dont la forêt amazonienne, sans parler des populations qui en vivent, paie incontestablement le prix fort depuis quatre décennies (*Alternatives Sud*, 2008).

La réforme du « code forestier » brésilien

Adopté en 1934, reformulé en 1965 et amendé à plusieurs reprises ensuite pour intégrer les nouvelles préoccupations écologiques, le « code forestier » donnait au Brésil l'une des législations environnementales les plus avancées du monde. Non seulement il imposait aux propriétaires terriens de préserver 80 % de la végétation native en Amazonie (20 % partout ailleurs), restreignait fortement, voire interdisait les activités productives dans les zones présentant un intérêt majeur sur le plan de la biodiversité, mais en plus il prévoyait, outre l'obligation de replanter, une batterie d'amendes et de pénalités pour les exploitants agricoles n'ayant pas respecté ces dispositions. Appliquée plus rigoureusement depuis le début du millénaire, après plusieurs décennies de « laissez-faire », cette ambitieuse législation a fini par porter ses fruits. Ainsi, après une accélération du rythme de la déforestation, qui a atteint son plus haut niveau dans les années 1990 — près de 20 000 km^2 de forêt sont détruits annuellement durant cette décennie —, les surfaces déboisées auraient été divisées par trois chaque année depuis 2003 !

Salués par la communauté internationale, ces progrès n'ont évidemment pas été du goût des « ruralistes » et des différents secteurs liés à l'agrobusiness. Soumis à une législation de plus en plus contraignante et lésés dans leur volonté d'expansion, ils n'ont donc pas tardé à riposter en proposant, par le truchement de leur puissant lobby parlementaire (la « bancada ruralista »), un projet révisant de fond en comble le code forestier. Présenté par ses artisans comme de « simples aménagements juridiques » destinés à moderniser un texte devenu « obsolète » à leurs yeux dans le sens d'une meilleure conciliation entre objectifs de croissance et exigences environnementales, ce projet de réforme assouplissait considérablement les directives légales en matière de protection des forêts et de préservation de la biodiversité. S'il conservait l'obligation de garder 80 % de la forêt intacte en Amazonie et 20 % dans le reste du pays, en revanche, il prévoyait une amnistie générale pour la déforestation illégale d'avant juillet 2008 pour les terres couvrant une superficie inférieure à 400 hectares (il n'y avait donc plus obligation de replanter), accordait un délai de 20 ans pour ceux qui possédaient plus de 400 hectares (ces propriétaires pouvaient donc continuer à acheter ou louer des forêts en ce sens au lieu de les replanter) ou encore confiait aux États fédérés, que l'on sait plus tolérants envers les défricheurs, la responsabilité de faire respecter la législation environnementale.

Soumis à la discussion des chambres dès 2010, ce projet déclencha un vaste mouvement de protestation dans la société brésilienne. Les environnementalistes, une majorité d'organisations paysannes, certains syndicats et de nombreux scientifiques, rassemblés au sein du « *Comitê Brasil em Défensa das Florestas e do Desenvolvimento* », s'opposèrent vigoureusement à cette initiative qui s'apparentait à leurs yeux ni plus ni moins à une entreprise de détricotage de la législation en vigueur au profit des gros exploitants agricoles et de l'agrobusiness, qui faisait peser de nouvelles menaces sur la forêt, la biodiversité et les communautés natives/agroforestières. Selon les estimations de SOS Floresta et du WWF Brasil, le projet aura ainsi pour conséquence immédiate la destruction d'ici 20 ans de près de 700 000 km^2 de forêt, soit une superficie équivalente à la France.

Mais ni ces prévisions pessimistes, ni l'accélération du rythme de la déforestation en 2010-2011, revenu au niveau d'avant 2000, ni les mobilisations du Comitê pas plus que le tollé national et international suscité par le projet à l'approche du sommet Rio +20 qui devait confirmer le rôle pionnier du Brésil en matière de protection de l'environnement, n'infléchiront la position des parlementaires qui adopteront la réforme en avril 2012, plongeant d'ailleurs le gouvernement Rousseff dans le plus grand embarras. Si la présidente tenta vaille que vaille de sauvegarder ce qui pouvait l'être de l'ancien code, en posant notamment son veto partiel sur le texte, reste que le « nouveau code forestier », promulgué en octobre 2012, après d'ultimes tractations entre le gouvernement et le Congrès, maintient, aux dires de ses opposants, les dispositions les plus dangereuses pour l'environnement (Le Monde, mai 2011 ; Delcourt, 2013).

Que le rythme de la déforestation se soit de nouveau accéléré en 2011, après avoir connu son niveau le plus bas depuis près d'une décennie, en particulier au Mato Grosso (plus 500 %), berceau de la culture de soja, n'est guère surprenant compte tenu de l'effet « ILUC » (El Dahr, 2012). Elle n'est évidemment pas sans lien avec la flambée des prix des denrées de base sur les marchés internationaux en 2007-2008 qui ont amené les entreprises et producteurs dominants du secteur à s'approprier davantage de terres ; et poussé une série de nouveaux venus — opérateurs financiers nationaux et internationaux notamment —, aiguillés par les profits engrangés par l'agrobusiness, à y jeter également leur dévolu. En témoignent l'accélération ces dernières années du rythme des acquisitions et la multiplication des projets d'investissements à grande échelle par les firmes étrangères (multinationales pour la plupart). D'ores et déjà, celles-ci auraient pris en quelques années le contrôle d'environ 0,5 % du territoire national, soit près de 45 millions d'hectares (Borras 2011 ; Sauer, Leite, 2012).

Prolongeant la tendance historique d'appropriation privative de la terre, ces nouveaux investissements ont beau cibler — selon le discours officiel — majoritairement des terres dites « dégradées », « marginales » ou « vides d'hommes », comme s'en justifient leurs promoteurs et les pouvoirs publics, ils n'en alimentent pas moins, sous la pression de la demande internationale, un cercle vicieux aux conséquences multiples, bien mises en évidence par Hiba El Dahr : « *L'envolée des prix sur les marchés internationaux qui a renforcé, sous l'effet de la spéculation, la pression inflationniste sur le foncier ne fait que compliquer la redistribution des terres au Brésil par l'impact du coût des désappropriations. En même temps, elle favorise l'expansion des activités agricoles dans les territoires où les prix des terres sont plus attractifs (Amazonie et cerrado)* » (2012).

Au-delà de leur rôle dans le renchérissement du prix de la terre[16] et le renforcement des dynamiques de concentration foncière, les secteurs agro-industriels ont donc bel et bien une responsabilité écrasante dans la destruction de la forêt, même s'ils s'en dédouanent généralement, pointant surtout le rôle des élevages extensifs et celle d'une petite paysannerie « ignorante et inconséquente ». Pour s'en convaincre, il suffit de rappeler que ce sont les lobbies de l'agrobusiness et leurs relais politiques au Congrès qui ont été les principaux promoteurs de la récente réforme du code forestier brésilien, laquelle assouplit considérablement les règles et les mécanismes de préservation des forêts, offrant ainsi un nouveau boulevard à l'expansion du modèle agro-industrielle (*voir encadré en page 16*).

Au demeurant, les effets destructeurs de ce modèle agroproductiviste ne se limitent pas seulement au recul de la forêt. Gourmands en espaces, en énergie fossile et en intrants chimiques, il tend à convertir des régions entières en immenses « déserts verts », pauvres en biodiversité, qui épuisent les sols et les sous-sols et menacent plus largement les fragiles équilibres écologiques sinon la santé humaine. Conséquences prévisibles de la conversion toujours plus poussée de l'agriculture aux modes de production intensifs, le Brésil est ainsi devenu le premier consommateur mondial de pesticide, dépassant il y a peu les États-Unis. Participant — tout comme l'usage massif d'engrais chimiques et de semences OGM — au renforcement de la dépendance des producteurs locaux vis-à-vis des transnationales de l'« agrofourniture », plus d'un million de tonnes de pesticides — dont certains interdits aux États-Unis et en Europe — sont déversées annuellement dans le pays, soit près de 5,2 litres par an et par habitant (Tavares, 2012). Expansion d'un modèle agro-industriel lourde enfin de conséquences sur le réchauffement climatique, l'agriculture et l'élevage industriels comptant, on le sait, parmi les principaux émetteurs de gaz à effet de serre[17].

16. Nul doute que le gel presque complet du processus d'allocation de terres par le gouvernement n'est pas sans lien avec le renchérissement des prix fonciers, les politiques d'achats publics de terres à des tiers en vue de leur « redistribution » étant en effet soumises au prix du marché.

17. Le Brésil est actuellement le sixième émetteur mondial de gaz à effet de serre. L'exploitation illégale de la forêt est responsable de près de la moitié des émissions, l'élevage extensif et l'agriculture productiviste étant respectivement les deuxième et troisième secteurs émetteurs (El Dahr, 2012 ; Grain-Cetim, 2012, *Alternatives Sud*, 2008).

Un antidote à la faim ?

« *Si nous regardons ce qui se passe au Brésil, nourrir le monde d'ici 2050 n'apparaîtra plus […] comme une lutte impossible* ». À condition, bien entendu, de miser sur le développement d'une agriculture productiviste à grande échelle, le transfert vers le Sud des nouvelles recettes biotechnologiques et un meilleur fonctionnement des mécanismes de marché que *The Economist* appelle de ses vœux. Rien d'original en somme ! L'argumentaire est classique. Il n'est pas sans rappeler les discours technico-productivistes tenus il y a une cinquantaine d'années par les promoteurs la « révolution verte » et réactualisés par certains gouvernements, institutions internationales, agences de développements et partenariats privés-publics à caractère « philanthropique », telle l'AGRA (Alliance for a Green Revolution in Africa) financée en grande partie par les fondations Rockfeller et Bill and Melinda Gates (B & M. G. F.), dans la foulée de la crise alimentaire de 2007-2008 (Grain-Cetim, 2012, Delcourt, 2010 ; 2012).

Censée acheminer l'humanité vers un monde d'abondance, dans lequel la faim n'aurait plus été qu'un lointain souvenir, via l'intensification des modes et des techniques de production, la mécanisation, l'irrigation, l'usage massif de semences améliorées et l'appui de la chimie minérale, cette fameuse révolution verte est pourtant loin — très loin — d'avoir tenu ses promesses. Non seulement la hausse substantielle des rendements n'a eu qu'un effet limité sur la diminution de la faim et la pauvreté, mais celle-ci a même eu tendance à se déplacer sinon à progresser dans les zones rurales (Robin, 2012).

De fait, axée sur les monocultures d'exportation et l'usage de moyens de production coûteux, la « révolution verte », là où elle s'est profondément implantée, n'a fait qu'accroître la vulnérabilité financière des petits producteurs ruraux, diminuer le taux d'activités dans les campagnes et accélérer par conséquent le processus de « dé-paysannisation » du monde rural. Or — et *The Economist* se garde bien de le souligner —, ces paysans, laissés exsangues par la révolution verte, les baisses

tarifaires et le retrait concomitant des programmes de soutien public, dans le cadre des politiques d'ajustement sectorielles de l'agriculture, forment le gros bataillon des populations les plus pauvres dans les pays en développement…, mais sont aussi les principaux pourvoyeurs de denrées alimentaires consommées localement, bien loin devant les grandes firmes de l'agrobusiness, leurs filiales et leurs sous-traitants nationaux. Rien d'étonnant à cela après tout, dès lors que ceux-ci se sont tournés vers l'approvisionnement du marché international, lequel participe en retour à leur dynamique d'expansion, au détriment des cultures vivrières et paysannes (Delcourt, 2010 ; 2012).

Certes, ces dix dernières années, plus de 30 millions de Brésiliens sont bel et bien sortis de la pauvreté au Brésil, et la suppression de la faim dans le pays n'est sans doute plus qu'une question de temps. Mais à y regarder de plus près, ce bilan, on le doit bien plus au volontarisme politique et social des gouvernements Lula et Dilma Rousseff, au déploiement de programmes publics qui ont mis le droit à l'alimentation au centre de leurs priorités et finalement à une meilleure redistribution des revenus, dans une conjoncture économique des plus favorables, qu'à une hausse globale des rendements et de la productivité agricole qui ne concernent d'ailleurs qu'une poignée de commodities : céréales multi-usages principalement (dites « flex-crops » comme le soja ou le sucre) moins sensibles aux aléas du marché international, car pouvant servir tantôt à l'alimentation tantôt à la fabrication d'agrocarburant, et donc plus rentables (Borras et al., 2011).

En réalité, le cas brésilien ne fait tout au plus que démontrer — une fois de plus — que la réduction de la faim passe moins par la mise en œuvre de quelques recettes technologiques « miracle » que par le déploiement de programmes sociaux et une amélioration réelle du revenu des plus pauvres. Contre le discours technico-productiviste, il conforte l'idée que *« l'enjeu de la sécurité alimentaire… n'est pas un problème quantitatif, mais de répartition* » (El Dahr, 2012). Et puis, le Brésil n'est ni le Pakistan, ni la République démocratique du Congo, ni le Cambodge, le Honduras ou la Sierra Léone ! Puissance émergée, disposant d'un tissu industriel dense et d'importants avantages naturels, le Brésil n'a-t-il pas les moyens d'atténuer les désastreuses conséquences sociales engendrées par la « modernisation » des campagnes, en se dotant de tels filets de sécurité ? « *Si l'exemple de la Chine et du Brésil,* note d'ailleurs Wilkison*, montrent que la préservation et le développement d'une forme domestique d'agrobusiness y sont possibles, en revanche, pour la grande majorité des pays du monde, trop pauvres ou trop petits que pour concourir sur une telle base, ce modèle de développement n'est clairement pas viable* » (2009). Reste que l'on peut s'interroger aussi sur sa viabilité au Brésil même à plus long terme (*voir encadré 1 :* Vers une « reprimarisation de l'économie brésilienne ?).

« *La conjoncture internationale qui favorise un produit quelconque que [le Brésil] est capable de fournir,* écrivait Caio Prado Jr en 1942, *stimule son économie et la renforce, mais ce n'est là qu'une impression purement illusoire de richesse et de prospérité. Que cette conjoncture se disloque, que les ressources naturelles s'épuisent, que la production décline pour ensuite s'arrêter net… alors on abandonne tout pour d'autres terres, d'autres entreprises, de nouvelles perspectives. Ce qui reste derrière ce sont des miettes, une petite parcelle d'humanité en décomposition* ». Dans ses logiques et ses conséquences, le modèle productiviste de l'agrobusiness se distingue-t-il fondamentalement des formes d'exploitation qui ont prévalu dans le passé, et que le grand historien et économiste brésilien avait bien mises en évidence dans son ouvrage devenu classique, *Formação do Brasil contemporâneo* ? Il est permis d'en douter. Irréversibles dans certains endroits, les dégâts environnementaux engendrés par cette « révolution verte », au Brésil (et ailleurs !), leurs retombées sur les populations rurales, qui en paient d'ores et déjà le prix fort, mais aussi l'accroissement de la dépendance du pays, et ses conséquences potentiellement désastreuses sur la structure du pouvoir, le marché du travail ou encore la distribution des revenus, sonnent déjà comme une sérieuse mise en garde (Constantino, 2013).

La réforme agraire : un combat d'arrière-garde ?

Publié en 2008, au même moment que celui de la Banque mondiale sur l'agriculture, le rapport de l'IAASTD (*International Assessment on Agriculture Knowledge, Science and Technology for Development*) a jeté un pavé dans la mare, en ce qu'il prend l'exact contre-pied des options et des stratégies promues par les organismes internationaux et la plupart des gouvernements suite à la crise alimentaire, axées principalement sur le développement et la consolidation de l'agriculture productiviste, faisant appel notamment aux investissements étrangers et au transfert de biotechnologie.

Fruit d'une enquête réalisée par des dizaines de chercheurs dans autant de pays, ce rapport commandité par divers organismes internationaux (y compris la Banque mondiale) met au contraire bien l'accent sur l'importance et le caractère multifonctionnel de l'agriculture paysanne, insiste sur son rôle capital dans la lutte contre la pauvreté, la malnutrition, le changement climatique et la préservation des écosystèmes, et démontre surtout que les pratiques agroécologiques sont autant sinon plus productives que les cultures industrielles. Se démarquant de l'habituelle langue de bois qui caractérise les organismes internationaux, certains de ses auteurs n'hésitent pas non plus à clouer au pilori les politiques agricoles et commerciales mises en œuvre ces dernières décennies, les rendant pour partie responsables des déséquilibres écologiques et sociaux existants et, plus largement, du dysfonctionnement des systèmes alimentaires, locaux et mondiaux.

Moqué sans surprise par les milieux économiques et les représentants de l'agrobusiness à sa sortie, mais fort de sa légitimité scientifique, le rapport appelle enfin les gouvernements à opérer un virage à 180 degrés dans leurs politiques de développement agricole, voire à changer radicalement de paradigme agroalimentaire, en l'axant en priorité sur le renforcement des petites exploitations familiales et sur la diffusion de modes de production qui s'appuient sur les potentialités et les fonctionnalités multiples des écosystèmes locaux (Delcourt, 2010 ; Robin, 2012).

Assurément, une telle inflexion, sinon une telle rupture, ne pourra que passer par l'élargissement et le renforcement des mesures de soutien et d'encadrement de l'agriculture familiale, par la formulation d'une politique tenant compte des différences entre les agricultures paysannes et définissant leurs espaces d'action respectifs, par des politiques tarifaires qui puissent donner aux petits producteurs l'assurance d'un revenu stable, élevé et rémunérateur, par la constitution d'un réseau de petites agro-industries — sous forme notamment de coopératives — en vue de valoriser les productions locales et par un investissement public accru dans des formes de production agroécologique et donnant avant tout la priorité à la consommation locale et la sécurité alimentaire.

Tout ceci bien entendu sans oublier la mise en œuvre d'une ambitieuse politique de réforme agraire, seule mesure susceptible de s'attaquer réellement aux sources des inégalités foncières. Loin d'être un combat d'arrière-garde, la première des priorités, affirme ainsi Michel Griffon, devrait être « *la distribution de terres à ceux qui n'en ont pas ou pas assez* […]. *Il est clair que là où la terre est disponible et les candidats à la propriété nombreux, comme en Amérique latine et en Afrique australe, la redistribution reste la meilleure réponse à la sous-alimentation, tant pour des raisons de morale sociale que d'efficacité économique* » (2005). À ceux d'ailleurs qui, à l'instar de *The Economist*, doutent de la capacité de l'agriculture paysanne de remplir le « contrat alimentaire », il suffit de rappeler ici que l'agriculture familiale au Brésil représente près de 8 emplois sur 10 en zones rurales, produit entre 60 et 70 % de la nourriture consommée localement… mais n'occupe qu'à peine 24 % des terres exploitées (Ministério do desenvovimento agrária, 2009).

Las, la « réforme agraire » ne semble plus guère faire partie des projets du gouvernement brésilien. En témoigne, outre ses politiques « consensuelles » en faveur des secteurs agroexportateurs et de l'agrobusiness, la paralysie quasi complète du processus d'allocation de terre, dont le PT s'était pourtant fait l'un des plus ardents partisans avant son arrivée au pouvoir. Ainsi, selon la CPT, le nombre de familles installées sur des terres a atteint, en 2012, le niveau le plus bas enregistré depuis 1994, soit à peine 36 % des objectifs — d'ailleurs dérisoires — fixés par le gouvernement en 2012 (30 000 familles), une tendance à la baisse déjà perceptible depuis 1997. À ce rythme-là, souligne l'organisation, « *il faudrait au Brésil plus de 50 ans pour satisfaire les demandes des familles de sans-terre — près de 200 000 — installées pour le moment dans des campements de fortune* » (2013).

Certes, les politiques agraires brésiliennes ne sont pas monolithiques ni complètement alignées sur les intérêts de l'agrobusiness. En témoignent les nombreux programmes publics en faveur de l'agriculture paysanne ou axés sur le développement des zones rurales, mis en place ou renforcés par les gouvernements Lula et Dilma, initiatives dont les mouvements paysans reconnaissent eux-mêmes les mérites[18].

Ambiguës sinon contradictoires dans leurs objectifs et leurs effets, les politiques agraires brésiliennes traduisent en fait bien le travail d'équilibriste auquel se livre le gouvernement, tiraillé entre les demandes des secteurs populaires et les pressions des lobbies parlementaires et économiques de l'agrobusiness, ballotté entre ses objectifs stratégiques de croissance et ses ambitions de réformes « sociales », emprisonné dans le jeu des alliances opportunistes auquel le PT a dû consentir pour accéder au pouvoir quitte à renoncer à ses engagements initiaux ou à dénaturer son propre programme politique, préoccupé de plus en plus par les performances économiques du pays et sa position internationale.

Si ces politiques agraires traduisent aussi la progressive mutation d'un parti, ou du moins d'une partie de ses membres, autrefois ardents défenseur de la « réforme agraire » et de la « voie paysanne » et désormais happés par les sirènes productivistes du marché et l'agrobusiness, elles sont révélatrices aussi du poids écrasant dont jouit encore l'élite agraire et les « ruralistes », de plus en plus liés aux différents secteurs de l'agro-industrie, dans la structure politique et les lieux institutionnels du pouvoir. Comment comprendre autrement la récente réforme du code forestier appuyée par une très large majorité de mandataires politiques, alors que près de 80 % de la population brésilienne et Dilma Rousseff elle-même y étaient défavorables ?

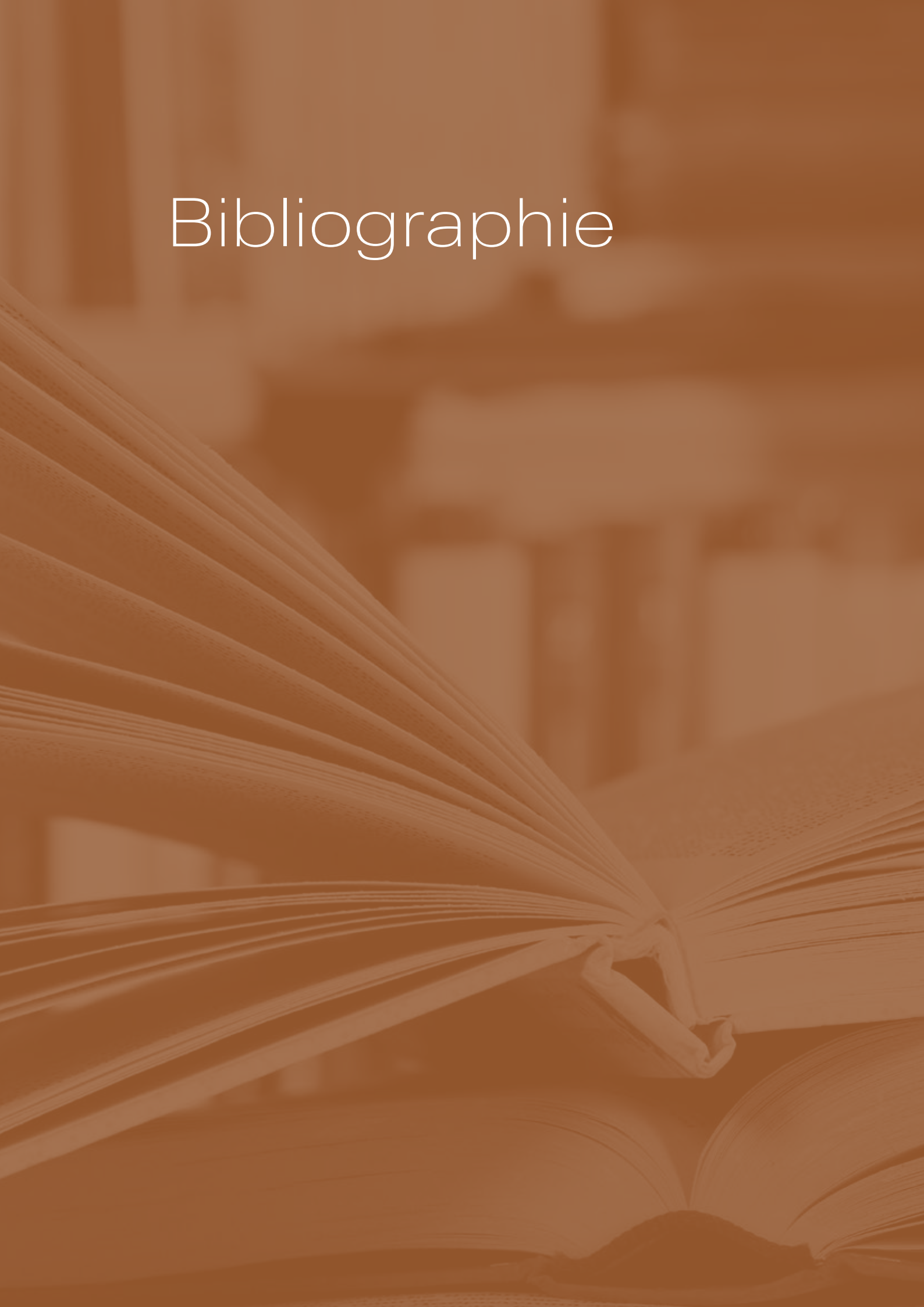
Conscients des limites de l'action politique au Brésil et de leur propre faiblesse, les mouvements paysans, le Mouvement des sans-terre (MST) en tête, n'ont pas pour autant désarmé et lâché prise. Ils entendent toujours maintenir la pression sur le gouvernement, à la fois au sein des espaces de négociation qui leur sont ouverts depuis l'arrivée au pouvoir de Lula, à la fois dans la rue et les campagnes. Face à un rapport de force qui demeure des plus asymétriques et à la menace toujours plus grande que représente l'expansion de l'agrobusiness, le MST n'en a pas moins changé de tactiques et de stratégies.

Sans pour autant renoncer à ses revendications historiques et à son traditionnel répertoire d'action, combinant occupations de terre, campagnes nationales, plaidoyer et renforcement des capacités politiques et productives de ses membres, ni rompre totalement ses relations (relativement sereines encore) avec le gouvernement, il mise désormais sur de nouvelles convergences, seules susceptibles selon lui d'accroître la pression sociale sur ce dernier et de rompre le consensus qui s'est formé entre lui et les élites terriennes sur le devenir agricole du Brésil.

Aussi, cherche-t-il à coaliser l'ensemble des secteurs sociaux progressistes, ruraux comme urbains, syndicats paysans et syndicats ouvriers, mouvements indigènes, écologistes et organisations de consommateurs, villes et campagnes, autour d'un nouveau projet national et populaire, lequel vise à articuler toutes les dimensions du développement (social, économique, environnementale et culturelle) et à intégrer l'ensemble des préoccupations des acteurs de base. Comme le souligne d'ailleurs très justement le bouillonnant porte-parole du MST, João Pedro Stédile, la réforme agraire n'a plus aujourd'hui de sens et de raison d'être, dans le contexte de profond bouleversement socio-économique que connaît le Brésil, qu'insérée dans un tel projet populaire et démocratique de société (2010).

18. Citons, entre autres, la réhabilitation de la Conab (Compagnie nationale d'approvisionnement agricole) et des Ematers (Entreprises publiques agricoles d'assistance technologique et d'expansion rurale), pratiquement démantelées sous le gouvernement Cardoso, la consolidation du Pronaf (Programme de renforcement de l'agriculture familiale), les programmes « Acquisition de nourriture » et « Alimentation scolaire », les mesures facilitant l'accès à l'énergie et au logement dans les communautés rurales, les projets de renforcement du secteur coopératif de la BNDES, le Programme national d'éducation pour la réforme agraire (Pronera) et bien sûr, Bolsa Família (Stédile, 2010; De Schutter, 2009).

Bibliographie



Alternatives Sud, « Déforestation : causes, acteurs, enjeux », vol. 15-3, Centre tricontinental-Syllepse, Paris – Louvain-la-Neuve, 2008.

BASTIDE R., « Trois livres sur le Brésil », in *Revue française de sciences politiques*, vol. 5, nº 1, 1956, p. 110-118.

BOMBARDI L.M., TAVARES J., « Os venenos estão na nossa mesa », in *Brasil de Fato*, juin 2012, p. 3.

BORRAS S. M. Jr, FRANCO J., KAY C., SPOOR M., *Land grabbing in Latin America and the Caribbean viewed from broader international perspectives*, FAO, 14 novembre 2011.
www.tni.org/sites/www.tni.org/files/download/borras_franco_kay__spoor_land_grabs_in_latam__caribbean_nov_2011.pdf

Código Florestal. Entenda o que está em jogo com a reforma da nossa legislação ambiental, SOS Florestas, WWF, 2011.
http://assets.wwfbr.panda.org/downloads/cartilha_codigoflorestal_20012011.pdf

COLLECTIF, *Hold-up sur l'alimentation. Comment les sociétés transnationales contrôlent l'alimentation du monde, font main basse sur les terres et détraquent le climat* ?, Grain-CETIM, octobre 2012.

COSTANTINO A., « ¿ Gatopardismo sojero ? Los efectos de la bonanza sojera sobre el cambio estructural en Argentina y Brasil », in *Nueva Sociedad*, nº 24, mars-avril 2013, p. 84-96.

CPT, *Conflitos no campo – Brasil 2012*, Goiana, mai 2012.
http://cptnacional.org.br/index.php/component/jdownloads/finish/43/274?Itemid=23

—, *2012 e a Reforma Agrária : piores índices em décadas*, 4 janvier 2013.
www.ihu.unisinos.br/noticias/516738

DE FRANÇA C.G., DEL GROSSI M.E., DE AZEVEDO MARQUES V.P.M., *O censo agropecuária 2006 e a agricultura familiar no Brasil*, MDA, Brasília, 2009.
www.bb.com.br/docs/pub/siteEsp/agro/dwn/CensoAgropecuario.pdf

DE SCHUTTER O., *Report of the Special Rapporteur on the right to food. Mission to Brazil*, Human Right Coucil, 19 février 2009.
www.srfood.org/images/stories/pdf/officialreports/20100305_a-hrc-13-33-add6_country-mission-brazil_en.pdf

DELCOURT L., « L'avenir des agricultures paysannes face aux nouvelles pressions sur la terre », in *Alternatives Sud*, vol. 17-3, 2010, p. 7-34.

—, « Les dynamiques d'expansion de l'agrobusiness au Sud », in *Alternatives Sud*, vol. 19-3, 2012, p. 7-34.

—, « Le "nouveau code forestier brésilien" : décryptage d'une réforme controversée », *Note d'analyse*, 2013, **www.cetri.be**

DIESSE/MINISTÉRIO DO DESENVOLVIMENTO AGRÁRIO, *Estatísticas do meio rural 2010-2011*, 4e édit., Brasília, 2011.

DIRCEU J., « On veut décourager ceux qui se consacrent à la lutte sociale », entretien avec João Pedro Stédile, dirigeant du Mouvement des sans-terre, in *Alternatives Sud*, vol. 17-1, 2010, p. 155-174.

The Economist, « Brazil's agricultural miracle. How to feed the world. The emerging conventional wisdom about world farming is gloomy. There is an Alternative », 26 août 2010.

—, « The miracle of cerrado. Brazil has revolutionised its own farms. Can it do the same for others ? », 26 août 2010.

Les Échos, « Le Brésil prévoit la plus importante récolte de son histoire », 8 mars 2013.

EL DAHR H., « Entre croissance et durabilité : quel modèle de développement agricole au Brésil ? », in *Analyse du centre d'études et de prospective*, n° 41, mars 2012.

ELIAS D., « Les territoires de l'agrobusiness au Brésil », in *Confins – Revue franco-brésilienne de géographie*, 2012 n° 15.

FERNANDES B.M., « Réforme agraire et mouvement des sans-terre sous le gouvernement Lula », in *Alternatives Sud*, vol. 17-1, 2010, p. 105-121.

— « Questão agraria : conflictualidade e desenvolvimento territorial » in BUAINAIN A.M. (edit.), *Luta pela terra, reforma agraria e gestão de conflitos no Brasil*, Editora Unicamp, Campinas, Brasil, 2008, p. 173-224.

GRIFFON M., « La planète pourra-t-elle nourrir dix milliards d'hommes », in MAZOYER M. et ROUDART L. (dir.), *La fracture agricole et alimentaire. Nourrir l'humanité aujourd'hui et demain*, Encyclopaedia Universalis, Paris, 2005.

HEREDIA B., PALMEIRA M., LEITE S.P., « Sociedade e economia do "agronegócio" no Brasil », in *Revista brasileira de ciências sociais*, vol. 24, n° 74, 2010, p. 159-196.

IAASTD, *Agriculture at the Crossroads: Global Repport*, 2009. **www.unep.org/dewa/agassessment/reports/IAASTD/EN/Agriculture%20at%20a%20Crossroads_Global%20Report%20 (English). pdf**

LARROUQUÉ D., *Questions rurales brésiliennes. Lula, le MST et la réforme agraire timorée*, Institut d'études politiques de Paris-OPALC/GRIP « Brésil 2010 », juin 2010.

MINISTÉRIO DA AGRICULTURA, PECUÁRIA E ABASTECIMENTO, *Brasil Projeções do agronegócio 2010-2011 a 2020-2021*, Brasília, juin 2011.

Le Monde, « Une entreprise française accusée de travail forcé au Brésil », 25 novembre 2009.

—, « Dilma Rousseff pose un veto partiel à la réforme du code forestier », 27-28 mai 2012.

POLET Fr., « Expansion des agrocarburants au Sud : dynamiques et impacts », in *Alternatives Sud*, vol. 18-1, 2011, p. 7-30.

PRADO Jr C., *Formação do Brasil contemporâneo*, 23e édit. (première édition : 1942), Editora brasiliense, São Paulo, 2004.

ROBIN M.-M., *Les moissons du futur. Comment l'agroécologie peut nourrir le monde*, Éditions La Découverte – Arte éditions, Paris – Issy-les-Moulineaux, 2012.

ROSSET P.M. and MARTÍNEZ-TORRES M.E., « Rural social movements and agroecology: context, theory, and process », in *Ecology and Society*, vol. 17-3, 2012.

SAUER S., LEITE S.P., « Expansão agrícola, preços e apropriação de terra por estrangeiros no Brasil », in *Revista de Economia e Sociologia Rural*, vol. 50-3, 2012, p. 503-524.

THÉRY H., *Le Brésil*, Armand Collin, collection U Géographie, Paris, 2012, 6e édit.

UMBELINO DE OLIVEIRA A., « Politiques publiques et développement du secteur sacroénergétique au Brésil », in *Alternatives Sud*, vol. 18-1, 2011, p. 117-126.

WILKINSON J., « Globalization of Agribusiness and Developing World Food Systems », in *Monthly Review*, vol. 61-4, septembre 2009.

ZEVIN A., « The Economist : le journal le plus influent du monde », in *Le Monde diplomatique*, août 2012.

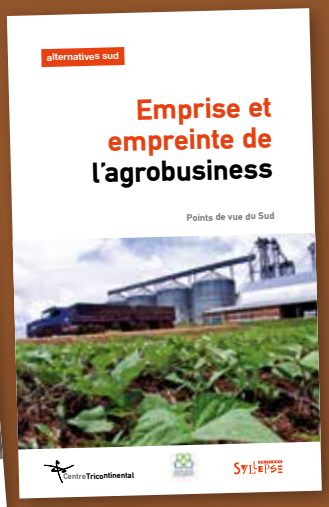
Une publication du CETRI - Centre tricontinental
5 avenue Sainte-Gertrude 1348 Louvain-la-Neuve
cetri@cetri.be www.cetri.be
Auteur : Laurent Delcourt (delcourt@cetri.be), historien et sociologue, chargé d'étude au CETRI - Centre tricontinental
Novembre 2013

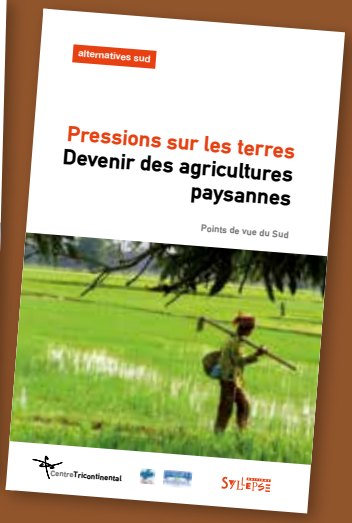
Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles (éducation permanente)

Voir l'ensemble de nos publications, dont la collection *Alternatives Sud* et *État des résistances dans le Sud*, sur www.cetri.be.

ÉR : Bernard Duterme, 5 avenue Sainte-Gertrude 1348 Louvain-la-Neuve

Sur le même thème





Centre tricontinental – CETRI
5 avenue Sainte-Gertrude
1348 Louvain-la-Neuve
Belgique

T +32 (0)10 48 95 60 F +32 (0)10 48 95 69
cetri@cetri.be www.cetri.be